

Le gouvernement sait très bien que le pays ne peut assurer sa position comme centre de fabrication en Asie s'il ne s'appuie que sur la géographie et des salaires faibles. En conséquence, depuis la publication de la directive gouvernementale du deuxième semestre de 1979 ordonnant un relèvement substantiel des salaires, les industries de main-d'oeuvre et les installations de fabrication à faible valeur ajoutée ont été encouragées à quitter le pays. Conformément à la politique du gouvernement, l'insistance est maintenant mise sur la valorisation permanente des compétences des employés, sur une meilleure productivité, sur l'utilisation de techniques moins ergatiques ainsi que sur des stimulants visant à attirer les industries capitalistiques à forte valeur ajoutée.

Politique étrangère

On décrit souvent la politique étrangère de Singapour comme étant pragmatique. En fait, cela signifie que le pays a tendance à envisager les problèmes d'abord en fonction de son développement économique. Singapour est le plus petit pays de l'ANASE, d'où son intérêt à voir l'Association continuer de se doter de mécanismes forts pour faire face aux situations nouvelles sur les plans international et politique. Étant largement tributaire des échanges commerciaux internationaux, le protectionnisme, les prix des produits de base, la disponibilité des crédits d'investissement et les prix du pétrole sont des questions cruciales pour Singapour. Il en va de même pour les événements politiques qui peuvent arrêter le flot des biens et services.

Des points de vue politique et économique, Singapour a assumé une importance sans rapport avec sa taille. Au sein d'organisations internationales comme l'ONU, le FMI ou le GATT, Singapour s'est imposée comme un interlocuteur raisonnable et modéré dans ses interventions auprès des groupes de pays en développement, notamment en ce qui concerne les questions soulevées par le dialogue Nord-Sud. Ce pays est souvent le porte-parole le plus énergique et le plus articulé de l'ANASE.

Relations bilatérales

Le Canada et Singapour entretiennent de bonnes relations fondées sur leur appartenance commune au Commonwealth, leur façon similaire d'envisager les problèmes internationaux et le soutien que le Canada apporte à l'ANASE et à ses membres. Forts de cette solide base politique, les échanges commerciaux quotidiens sont facilités par différents accords sur les investissements et la double imposition, par des ententes de financement de la SEE et par la situation interne de Singapour, extrêmement favorable aux investissements. Le pays constitue en outre un excellent point d'attache pour le gouvernement et le secteur privé, que ce soit pour la recherche de débouchés commerciaux ou la collecte de renseignements sur le Sud-Est asiatique.

Dans la ligne de ces préoccupations générales au plan de la politique étrangère, Singapour approuve l'appui que le Canada fournit à l'ANASE et lui demande souvent de jouer un rôle modérateur dans les discussions internationales portant sur les problèmes économiques entre